

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 MARSEILLE

MARSEILLE, le 09 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VAL DE L'ARC

ZI Euro Flory Parc - Lot n 14
13130 Berre-l'Étang

Références : D-1643-AIX-2023
Code AIOT : 0006402030

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement VAL DE L'ARC implanté ZI Euro Flory Parc - Lot n°14 RD 21F 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 04/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VAL DE L'ARC
- ZI Euro Flory Parc - Lot n°14 RD 21F 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006402030
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société VAL DE L'ARC sont entièrement orientées vers la logistique :

- réception et stockage de matières plastiques sous forme de granulés dans des silos ;
- réception et stockage du PVC en état pulvérulent dans des silos ;

- réception et stockage de matières minérales sous forme de granulés ou en état pulvérulent ;
- ensachage d'une partie de ces produits et palettisation des sacs ou dans des Grands Récipients pour Vrac (GRV), puis stockage des palettes en extérieur ou entrepôt ;
- réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières plastiques ;
- réception et stockage en extérieur ou en entrepôt de palettes de sacs ou de GRV de matières minérales ;
- réception et stockage en entrepôt de palettes de biens de consommation divers ;
- expédition des produits en vrac et/ou conditionnés sur palette.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Silos 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
2	Vérification après travaux	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est bien organisé pour les points contrôlés avec notamment des modes opératoires précis pour les opérations à réaliser sur les silos, un suivi des opérateurs via des audits, des autorisations de travaux qui peuvent être complétées par des permis feu ; ainsi qu'un suivi et un contrôle des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Prescription contrôlée :

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.

Constats :

L'exploitant présente l'organigramme dans sa version du 14 avril 2023. Il y a seulement deux opérateurs pour les opérations à réaliser sur le silo. L'exploitant indique qu'en tant que de besoin, cette équipe peut ponctuellement être formée de 3 voire 4 opérateurs.

Pour le silo, il y a 3 opérations à effectuer : le chargement, le déchargement et le lavage. Un mode opératoire, sur lequel les opérateurs sont formés, décrit chacune de ces opérations. Ces modes listent notamment :

- les tâches à réaliser et les risques associés,
- les mesures à prendre.

A titre d'exemple, le mode opératoire de chargement des camions du 04 mars 2020 (révision 17) est présenté. Pour le chargement du camion, ce sont les opérateurs du site qui agissent : monter et descendre de l'échelle, contrôler la citerne (plaque immatriculation...), mettre en place les prises de terre pour les risques d'électricité statique, etc.

Le mode opératoire déchargement des camions du 02 mars 2020 (révision 16) est également présenté.

Les modes opératoires présentent majoritairement des risques liés à la sécurité du travail. L'exploitant indique qu'il ne stocke que des produits inertes : granules plastiques (polypropylène, polyéthylène) avec une quantité inexistante ou quasi inexistante en poussières fines ou des produits inertes comme l'oxyde d'aluminium sans aucun risque d'explosion. Quatre fiches de données sécurité sont transmises à l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement.

Le chef de quai effectue des "mini-audits" sur chaque opérateur pour contrôler leur travail. Le résultat de l'audit présente le niveau atteint (résultat échelonné de 1 à 3). L'audit du 30 juin 2023 d'un opérateur est présenté. Le chef de quai indique faire ces audits tous les 3 à 4 mois.

L'exploitant indique également la présence d'évents et de refroidisseurs d'air sur les compresseurs des camions pour que la température ne dépasse jamais environ 70 degrés. L'exploitant indique que ces refroidisseurs d'air servent à conserver la qualité des produits.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Vérification après travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention

Prescription contrôlée :

Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite

d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas d'arrêt des silos et pas de maintenance autre que les lavages si les clients le souhaitent. La seule maintenance est le changement d'environ 50% des filtres sur les chapeaux une fois par an. L'exploitant indique n'avoir jamais eu d'accident ou d'incident notable. Les actions à effectuer en marche normale sont indiquées dans les modes opératoires mentionnés dans le point de contrôle n°1.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a pas de travaux par points chauds sur les silos qui sont en aluminium. Cependant, des travaux par points chauds peuvent être réalisés sur d'autres équipements du site. Pour cela, un plan de prévention existe. Pour les travaux, une autorisation de travail est effectuée et indique notamment : le responsable de l'entreprise et le nombre de personnes, la nature et la description des travaux, les matériels et les moyens utilisés, les risques de l'intervention et les risques des installations ainsi que les mesures de protections (collectives et individuelles). Cette autorisation est signée par l'exploitant et l'entreprise extérieure. Un suivi de l'autorisation (début et fin) est également tracé. Lorsque nécessaire, un permis feu complète cette autorisation. Il indique notamment le lieu, les sources d'inflammation, les précautions à prendre et la personne chargée de la surveillance. Le permis est signé par l'exploitant et l'entreprise extérieure. Les exemples de l'autorisation de travail de l'entreprise Jungheinrich du 23 octobre 2020 et du permis feu associé sont présentés et transmis à l'Inspection des Installations Classées pour la protection de l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Prescription contrôlée :

[...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : La ventilation est naturelle. L'exploitant indique que les produits sont inertes et ne présentent pas de dangers et transmet les fiches de données sécurité (cf point de contrôle n°1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Prescription contrôlée : [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Il n'y a pas de transporteurs à bandes sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Équipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Le rapport Q18 de l'année 2023 de la vérification effectuée le 22 juin 2023 par Bureau Veritas est présenté. Ce rapport conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Ce rapport donne cependant certaines observations mineures comme l'absence de sigle conventionnel ou encore une porte de coffret non maintenue fermée. La correction de ces points a été effectuée par l'exploitant et vérifiée par l'Inspection des Installations Classées sur site. Les rapports de vérification Q19 de Bureau Veritas des années 2022 et 2021 sont également présentés et concluent qu'il n'y a pas d'anomalie.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet